

dresse au ministre des Forêts et du Développement rural, responsable auprès de la Chambre de la Société de développement du Cap-Breton. Étant donné les déclarations contradictoires et controversables qu'ont faites ces derniers jours M. Charles E. MacCulloch, de la Dominion Coal Company, et M. Douglas Fullerton, président de la Société de développement du Cap-Breton, au sujet d'un projet de réunion où serait discutée la valeur à attribuer à l'actif de la Dosco, le ministre indiquerait-il à la Chambre quand la réunion aura lieu?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur l'Orateur, une réunion? Je ne comprends pas. Une réunion avec qui?

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Entre la Devco et la Dosco.

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de la chose, mais je vais obtenir des renseignements et je les transmettrai au député.

LES PORTS

ROBERTS BANK (C.-B.)—LA RÉUNION À PROPOS DE L'EMBRANCHEMENT FERROVIAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser au ministre des Transports, mais je vois qu'il est absent, même si son nom apparaît sur la feuille dont il est interdit de mentionner le titre. Je sais que sa question quotidienne sur Roberts Bank lui manquera. En tout cas, je voulais lui demander si la réunion de mardi, avec le premier ministre Bennett de la Colombie-Britannique et autres dirigeants, à propos de l'embranchement ferroviaire de Roberts Bank, était interdite au public? Je devrais peut-être adresser ma question à son secrétaire parlementaire.

M. Baldwin: Le premier ministre provincial pourrait peut-être donner son opinion sur le budget.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne puis voir l'urgence de la question. S'il y a urgence, le député pourrait faire tenir le préavis habituel.

M. Rose: Puis-je poser une question complémentaire, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: Je prendrai la question complémentaire comme préavis.

[M. Muir (Cape Breton-The Sydneys).]

[Français]

LE NORD CANADIEN

QUESTION RELATIVE À LA DISPOSITION DE LA RÉPLIQUE DE LA «GRANDE HERMINE»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Duquet (Québec-Est): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Les activités à «Terre des Hommes» ayant cessé, le ministre pourrait-il maintenant nous dire quelles sont ses intentions au sujet de la réplique de la *Grande Hermine*? A-t-il l'intention de l'envoyer au parc Cartier-Brébœuf?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que cette question pourrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. Duquet: A dix heures, monsieur l'Orateur.

EXPO '67

A PROPOS DE LA VENTE D'EXPO-EXPRESS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, hier, je posais une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce à propos de l'Expo-Express. Le ministre a semblé dire que les soumissionnaires devaient retirer leurs offres et il a également dit qu'il devait rencontrer son homologue du Québec.

L'honorable ministre serait-il en mesure, aujourd'hui, de faire une déclaration précise sur cette importante question de l'Expo-Express?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je pense que la meilleure chose à faire est de lire deux phrases du communiqué qui a été émis ce matin, à la suite de cette rencontre.

Ils ont pris connaissance—les deux ministres—des représentations faites par la ville de Montréal. Ils ont constaté la situation de fait que constitue la vente conclue par la Corporation Canadienne de l'Expo Universelle à la Société Urbaine des Transports Rapides Inc. de Montréal, à la suite d'un appel d'offres publiques.

Les deux ministres avaient reçu des renseignements qui leur laissent croire que rien n'empêche des négociations entre les divers intéressés. Ils partagent l'espoir que les besoins tant de Montréal que des autres parties pourront ainsi être accommodés de façon équitable et satisfaisante.

L'hon. M. Asselin: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

A la suite de cette déclaration-là, le ministre peut-il confirmer que la ville de Montréal se portera acquéreur de l'Expo-Express?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce texte, qui était extrêmement clair.